



Ce 20 novembre 2018

Appel aux dirigeants du G20 pour une action visant à une interdiction mondiale de l'amiante

Mesdames, Messieurs,

Le 30 novembre, vous vous réunirez à Buenos Aires pour une réunion indispensable du G20. Vous examinerez les nombreux défis auxquels notre monde est confronté et vous vous efforcez de trouver la meilleure voie à suivre. Les différends commerciaux, les changements climatiques, l'instabilité économique et les menaces de guerre sont les défis les plus largement reconnus. L'impact dévastateur de l'exposition à l'amiante l'est malheureusement beaucoup moins.

En 2017, plus de 230 000 personnes sont décédées des maladies liées à l'amiante, le niveau le plus élevé jamais enregistré. Bien que la majorité de ces décès soient dus à des expositions professionnelles, beaucoup sont également dus à des expositions environnementales. Outre le terrible impact humain, le coût économique associé est énorme. Une récente étude canadienne faisant autorité a estimé à plus de 2,3 milliards de dollars canadiens le coût annuel du cancer lié à l'amiante que le pays vient de subir. Nous pouvons supposer que le coût mondial est plusieurs fois supérieur à ce montant.

Dans les plus de 50 pays qui ont interdit l'amiante, ces décès résultent principalement d'expositions jusqu'aux années 90; mais une autre épidémie de maladie liée à l'amiante se développe dans les pays qui n'ont pas encore interdit l'amiante. Des pays tels que l'Inde, la Chine et la Russie, pour ne citer que quelques-uns, ont une importante population exposée. La tendance des décès liés à l'amiante est alarmante. En Inde, par exemple, elle a augmenté de plus de 300% entre 1990 et 2017.

Tous ces décès étaient évitables. Les pathologies et dangers liés à l'amiante sont bien connus depuis les années 1960, voire plus tôt. De nos jours, de bonnes alternatives existent. Même le Canada, historiquement le plus important producteur et exportateur d'amiante, met en place une interdiction qui verra le jour le 30 décembre 2018.

Si ces statistiques de mortalité résultaient d'un conflit armé majeur, vous, en tant que dirigeants, feriez tout votre possible pour y répondre et y mettre fin. Et bannir l'amiante est beaucoup plus facile que de résoudre des problèmes souvent complexes qui conduisent à des guerres. Les pays qui ont mis en œuvre l'interdiction il y a plusieurs décennies ont bien tracé la voie pour passer de l'utilisation de l'amiante à des solutions de remplacement sûres. Il est vrai qu'à court terme, certains emplois et certaines entreprises pourraient être affectés, mais une transition est possible grâce à un programme de soutien. À la lumière du nombre catastrophique des décès, l'argument selon lequel il faut sauver des emplois à tout prix n'est tout simplement plus défendable, ni humainement acceptable.

Dans le contexte des nombreux problèmes que vous allez traiter à Buenos Aires, l'amiante apparaît comme un problème extrêmement bien documenté et ciblé dans lequel de nombreux progrès ont été accomplis dans le monde. Les pays qui ont interdit l'amiante sont prêts à aider ceux qui souhaitent suivre la même voie. Vous avez également l'exemple de votre hôte, l'Argentine, et d'autres pays d'Amérique latine qui ont été des leaders dans l'interdiction de l'amiante.

Le moment est également venu d'inscrire le chrysotile (amiante blanc) à la prochaine assemblée de la Convention de Rotterdam sur le consentement préalable en connaissance de cause pour le commerce international des substances dangereuses. Tous les autres types d'amiante sont déjà répertoriés.

Assez de victimes, assez de souffrances ! Nous, les soussignés, vous appelons à prendre des mesures décisives pour interdire l'amiante dans le monde entier. Nous représentons un large et visible éventail de forces sociales. Cela inclut les syndicats, les employeurs, les groupes de victimes de l'amiante, les organisations de santé publique, les chercheurs en santé, les groupes environnementaux et de nombreux citoyens concernés.

Mesdames, Messieurs, l'amiante n'est pas une histoire du passé. Il est grand temps qu'une interdiction totale et mondiale soit imposée. Pouvons-nous compter sur vos aide et assistance pour y parvenir ?

Eric Jonckheere, ABEVA. Belgium	Alec Farquhar, Abestos Free Canada. Canada
Fernanda Giannasi, Rede Virtual. Brazil	Sugio Furuya, Asian Ban Asbestos Net. Japan
Laurie Kazan-Allen, IBAS. United Kingdom	Linda Reinstein, ADAO. USA
Tracy Ford, AREA fund. Canada	Bruce R. Allen, Paralegal. Canada
Eliezer Joao de Souza, ABREA. Brazil	Kathleen Ruff, RightOnCanada..Canada
Lorraine Creech, Mesothelioma Resource Center. UK	Michael Roche, Occupational Health Clinic, Canada
Renée Guay, Attorney, Canada	Paul Faulkner, IAHFIAW. Canada
Jamie Kreen, MiningWatch. Canada	Fe de Leon, CELA. U S A
Jesse Todd, SADAO. Canada	Alec Rexroat, LMCT. USA
Annie Thébaud-Mony, Ban Asbestos France	Annie Thébaud-Mony, Association Henri Pézerat. France
Jacques Faugeron, Andeva. France	Maryth Yachnin, IAVGO. Canada
Allesandro Pugno, Cancer Institute. Spain	Meg Sears, Prevent Cancer Now. Canada
Krishnendu Mukherjee, Barnister. United Kingdom	Guiliana Busto, AFEVA. Italy
Arleen Dunn, CBTU. Canada	Jean Zigby, Palliative Care CAPE, Canada
Lesley Shears, AVASA. Australia	

Sources:

Lancet article (page 1942) asbestos kills 232,000 in 2017 in the world (occupational exposure only).

[https://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736\(18\)3222](https://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736(18)3222)

Institute for Work and Health study on economic burden of asbestos related mesothelioma and lung cancer in Canada: November 2017 - <https://www.iwh.on.ca/newsletters/at-work/90/study-update-new-cases-of-mesothelioma-and-asbestos-related-lung-cancer-from-one-year>

India asbestos fatality statistics: from the same Lancet article – 1990 – 2,646 asbestos fatalities, 2017, 8,858